

P.S.U.
Secrétariat National

D.P.N. des 3 & 4 JANVIER 1970

STRATEGIE UNIVERSITAIRE

I.- Capitalisme et Université

L'Université française - dans sa forme générale - s'est bâtie à l'époque du capitalisme libéral, de la fin du 19^e siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale. Durant cette cinquantaine d'années, le conflit politique entre l'école publique et l'école privée - qui opposait les tenants de l'Etat clérical et ceux de l'Etat républicain - a masqué l'usage social que la bourgeoisie entendait faire du système d'enseignement. Il s'agissait pour elle d'assurer sa domination sociale, non plus seulement par son rôle économique (fondé sur le capitalisme de la libre entreprise), mais par des justifications politiques et idéologiques, liées à deux revendications démocratiques : le suffrage universel, l'école obligatoire, vidées de leur contenu : la première notamment par l'institution du Sénat et l'utilisation de scrutins faits à la mesure des notables, la seconde par la coupure entre un enseignement populaire (l'école primaire) et un enseignement à finalité bourgeoise (école secondaire, sur laquelle se greffait l'enseignement supérieur).

Cette coupure permettait tout à la fois de maintenir dans les enseignements secondaire et supérieur un certain libéralisme (liberté des maîtres, sélectionnés par concours ; liberté de l'enseignement dans le respect des programmes ; liberté des élèves s'ils correspondent au "niveau" défini par avance) et d'assurer "l'ordre républicain" dans les cerveaux enfantins. On bloquait la pression des travailleurs dans un système d'instruction fermé sur lui-même et on essayait de contrôler par le biais administratif les instituteurs issus de milieux populaires. L'Université libérale, où se formaient les élites bourgeoises, n'a maintenu ses traditions qu'à ce prix. Sans doute a-t-elle formé ainsi des "esprits libres", capables de mettre en cause la société qu'on les invitait à servir, mais, pour la bourgeoisie, cette déperdition "individuelle" était évidemment compensée par le "gain social" qu'elle réalisait : au niveau des fonctions économiques supérieures, les Grandes Ecoles - protégées du libéralisme universitaire par le système de préparations et leurs traditions propres - suffisaient aux besoins de la production.

Lorsque le développement économique commença à exiger une formation technique, c'est en dehors du système d'enseignement que fut

trouvée la réponse : dans les écoles d'entreprise, les écoles techniques supérieures (liées aux branches professionnelles), les centres d'apprentissage et autres centres techniques (ENP, collèges, sections techniques...) à propos desquels collaborent le patronat et les pouvoirs publics.

Ce système commença à entrer en crise quand se firent sentir les contrecoups de la crise économique de 1929-30. L'idée de réforme naquit avant la seconde guerre. Vichy eut sa réforme. Le gouvernement d'Alger aussi. Aucune n'eut le temps de se mettre on oeuvre. Le projet Langevin-Wallon, qui s'efforçait à une rationalisation du système d'enseignement en fonction d'objectifs non seulement culturels, mais aussi économiques, resta dans le domaine des idées. Après la période de reconstruction (1945-50), la crise de l'enseignement se manifesta à nouveau dans toute son ampleur.

La 4^e République se contenta alors de bloquer le système pour empêcher sa dérive.

- maintien d'un enseignement privé (aide à l'école libre)
- introduction d'un système d'orientation en 6^e-5^e pour compenser les effets de la "secondarisation de masse" (cours complémentaire)
- intégration de l'enseignement technique dans l'Education Nationale, sans en changer la forme
- limitation des crédits pour endiguer la poussée scolaire
- maintien des formes traditionnelles de recrutement des maîtres : utilisation d'auxiliaires et de suppléants qui échappent à la fonction publique.

Le changement politique de 1958 allait permettre de trouver une meilleure correspondance aux exigences nouvelle du développement capitaliste :

- exigence scientifique : dans le développement des forces productives se produit un saut qualitatif. La science est devenue un facteur essentiel de la production (cf. l'exemple américain, dans les années 30, mais surtout en liaison avec l'effort de guerre et ses conséquences technologiques). Cette situation a des conséquences directes sur l'Université:

- valorisation des fonctions de recherche
- importance du savoir, comme acquit technique ou méthodologique
- besoin d'une compétence scientifique dans des domaines mieux définis, ce qui implique une sélection proprement universitaire et plus seulement sociale (d'où un risque de contradiction qui doit être vaincu avant l'entrée dans le supérieur).
- apparition de nouvelles sciences et de nouvelles fonctions notamment dans le domaine des services et de l'organisation (cf. sciences humaines, juridiques, économiques, etc ...)

Les facultés de sciences et de médecine sont valorisées. Les facultés de lettres et de droit entrent en crise. Dans l'enseignement secondaire, c'est l'inverse : les humanités littéraires restent la pierre de touche de l'avenir scolaire. D'où une nouvelle contradiction que les enseignants du supérieur dénonceront de plus en plus vivement, en rapport avec le grand patronat (colloque de Caen).

- exigence économique : la formation tant générale que technique prend une signification économique. Elle favorise la consommation, elle accroît la mobilité, elle soutient la production. La structure de l'emploi se transforme et s'affine. L'adaptation à l'emploi implique des niveaux de qualification et non plus la distinction entre un enseignement préparant à des emplois (technique) et un enseignement préparant à des fonctions (secondaire et supérieur) ; c'est donc l'ensemble du système qui doit être pris en charge, afin d'élargir les bases de la sélection et opérer le contrôle nécessaire. Il faut "démocratiser" l'enseignement pour se fonder sur les masses réelles qui sont nécessaires à l'expansion économique : les élites se dégageront par les mécanismes de sélection interne qui seront renforcés (orientation, examens...).

C'est ainsi l'ensemble de la collectivité qui est appelée à satisfaire les besoins des entreprises (telle est, parallèlement, l'évolution du Plan Français). Ces besoins sont confondus avec ceux du progrès, donc ceux de la Nation. Le système d'enseignement, en se mettant "au service du progrès économique", se lie au sort du capitalisme, qui passe du stade libéral à celui des monopoles. Dans cet enseignement intégré, les maîtres-mots deviennent : orientation, sélection, spécialisation ; le libéralisme cède le pas à "l'efficacité".

- exigence idéologique : les valeurs humanistes soutiennent mal l'idéologie de la promotion individuelle, de la consommation matérielle, de l'organisation et du contrôle social. Elles doivent céder le pas à des valeurs plus "positives". La notion d'école parallèle (Friedmann) traduit assez bien ce décalage, car les moyens audio-visuels sont plus perméables à ces nouvelles valeurs. A l'idéologie humaniste et classique vient ainsi s'opposer une idéologie "moderniste" pour laquelle New-York doit remplacer Rome. . .

II.- Les réformes gaullistes

Le Plan Fouchet essaiera de répondre à ces trois exigences. Il devrait permettre à l'Etat de prendre en charge les besoins du développement capitaliste, respectant ainsi le contrat entre le gaullisme (en tant que conception du rôle de l'Etat) et la bourgeoisie qui attirait avec elle, derrière l'idée de développement, de nombreuses couches petites-bourgeoises, voire même populaires. Néanmoins, un frein subsistait : la politique de stabilisation financière, en limitant les crédits, restreignait le champ d'initiative de l'Etat et laissait la bourgeoisie contrôler l'évolution du système. Finalement, on aboutit :

- à une certaine harmonisation du premier cycle, devenu la plaque tournante et le moyen de répartition des masses en fonction des niveaux de qualification désirés : on réussissait à canaliser la pression qui s'exerçait sur l'enseignement secondaire traditionnel en inventant des substituts ; en ne s'intéressant pas suffisamment à ces opérations (cf. classes pratiques, classes préparatoires à l'apprentissage, etc...) qui débouchaient sur le néant, le patronat travaillait contre lui-même : il comptait sur l'Etat pour résoudre des questions qui ne pouvaient l'être sans son propre concours. Ce fut une de ces contradictions dont le gaullisme ne devait pas se sortir.

- à une transformation du second cycle, accroché à l'enseignement supérieur et rapproché des réalités économiques (spécialisation, apparition de sections "économiques", etc ...) : c'est là que devaient se préparer les futurs "cadres" de la nation. Les lycées devenaient ainsi les lieux d'une contradiction majeure : la classe dominante ne devait plus seulement s'y reproduire, mais s'y élaborer. Pour ne pas s'y trouver mise en cause, de façon permanente, la bourgeoisie devait s'assurer le contrôle de cet enseignement de façon certaine : c'était le rôle des examens, des maîtres, des établissements, des valeurs traditionnelles, etc... Bref, les lycées étaient marqués tout à la fois du besoin du changement et de la nécessité de la conservation : c'était créer les conditions d'une explosion. En Mai 68, les lycéens en vinrent tout naturellement à contester d'un même mouvement l'enseignement secondaire et la société bourgeoise.

- à une reconstruction de l'enseignement supérieur pour correspondre aux exigences de la recherche et du développement. On réussit à tenir ferme sur les secteurs essentiels : facultés de sciences, ; on accepta des compromis sur le reste : lettres et droit. En Médecine, on aboutit à un statut hybride qui laissait une large place à la médecine libérale, tout en greffant l'enseignement sur l'hôpital.

Les IUT devaient servir de soupapes de sécurité entre le secondaire et le supérieur, mais en règle générale, leur signification économique restait trop incertaine pour que les entreprises leur fassent crédit dès le départ. Pour les étudiants, les IUT ne représentaient qu'une compensation à l'échec ou au risque, comme l'enseignement technique d'une façon générale.

Les difficultés de l'enseignement secondaire retentirent lourdement - et rapidement - sur le supérieur. Les contraintes s'accrurent en même temps que la masse des étudiants. Le renforcement de la sélection dans les secteurs les plus "productifs" amena le gonflement aberrant de certains secteurs (cf. les sciences humaines) qui avaient une signification plus universitaire (science, recherche) qu'économique. Les insuffisances budgétaires ne permettaient pas d'encadrer dans la fonction publique les étudiants inemployés (cf. le recrutement des enseignants, cf. les concours administratifs). On arrivait ainsi à de graves distorsions : les étudiants des facultés les plus traditionnelles devenaient les plus contestataires, tant l'absurdité du système se démontrait sous leurs yeux.

En dix ans, l'Université est devenue ainsi d'abord un enjeu, puis un terrain de la lutte des classes.

Dans un premier temps, les travailleurs assistent en silence à l'opposition entre la bourgeoisie traditionnelle qui tient à l'université libérale où sont garantis ses privilèges, et la bourgeoisie moderniste qui entend faire de l'université une pièce maîtresse de son dispositif pour l'accélération du développement capitaliste. Le gaullisme, en soutenant le capitalisme le plus actif, ouvrira l'enseignement à des masses de plus en plus nombreuses : il espère ainsi encadrer les forces populaires et les engager dans un processus de "participation" indirecte : cette tentative réussit partiellement plus que d'autres, les familles de travailleurs entendant que l'enseignement débouche sur une profession. Néanmoins, les travailleurs, en tant que parents d'élèves, sont ainsi affrontés plus directement aux réalités de l'enseignement. Ils peuvent découvrir sa nature de classe. Mais ils ne se sentent pas encore directement concernés dans leur propre lutte, en tant que classe ouvrière.

C'est curieusement du système lui-même que dépend la prise de conscience : s'il demeure opaque et uniforme, les travailleurs s'en tiendront à une attitude traditionnelle ; s'il se révèle, s'il se fissure, alors les masques peuvent tomber. C'est pourquoi le rôle des lycéens, des étudiants, des enseignants est aujourd'hui essentiel. C'est ainsi qu'ils peuvent le mieux soutenir le combat ouvrier : en luttant sur leur propre terrain contre les forces capitalistes, qui - désormais - ne pèsent plus sur l'Université de l'extérieur principalement, mais de l'intérieur même.

L'exemple de Clermont-Ferrand. est significatif : l'entreprise Michelin a longtemps vécu sur elle-même avec ses centres de formation. Depuis un an, elle a liquidé ses centres, pris en charge un IUT, assuré un rapport direct avec les établissements secondaires et techniques (stages, matériel, etc ...), pénétré dans la faculté des sciences (unités de valeurs adaptées à Michelin, personnel et laboratoires soutenus financièrement). Dans le futur Conseil d'Université, Michelin aura un rôle déterminant directement (personnalités extérieures), et indirectement (système de relations). C'est ainsi que l'on passe de l'Université libérale à l'Université de type américain, aux frais de l'Etat pour l'essentiel.

III.- De Faure à Guichard

La transformation de l'université avait accru considérablement les contradictions internes en même temps que la politisation des lycéens et des étudiants. La citadelle, ébranlée par le gaullisme, devait céder un jour ou l'autre. La mise en doute du système allait faire passer la crise des structures aux consciences. La révolte de Mai 68 a précipité le mouvement. Faute de débouché politique, allait-elle trouver un débouché universitaire ? Edgar Faure fut chargé de fournir la réponse.

A son habitude, E. Faure sut tenir deux langages :

- celui de la modernité, pour assurer les tenants du plan Fouchet
- celui du libéralisme, pour soustraire temporairement et formellement l'université au poids de la lutte des classes.

Les jeux de mots sur la politique à l'Université, le refus de la sélection, l'autonomie des établissements furent les risques les plus visibles de ce double langage. L'axe essentiel de la politique Faure fut cependant l'idée gaulliste de "participation" : en institutionnalisant les conflits, ce professeur de droit pensait intégrer les "intérêts" divers dans un processus de concertation permanente. C'était à la fois à ses yeux supprimer les conditions de la lutte des classes et contraindre capitalistes et socialistes à se montrer moins "sauvages".

Cette stratégie ne pouvait se réaliser dans l'université, si elle ne se développait pas de la même façon dans le secteur de la production et des services. De Gaulle ne réussit pas à obtenir l'appui de toutes les forces capitalistes pour une telle stratégie. Bien au contraire, une partie importante de la bourgeoisie voyait en De Gaulle le responsable de Mai 68 : elle décida de le liquider ; elle devait liquider son "continuateur", Edgar Faure, de la même manière.

La bourgeoisie n'acceptait la participation qu'à condition d'en contrôler les tenants et les aboutissants. Guichard fut chargé d'assurer la continuité apparente (la participation) et d'engager le changement nécessaire : soumettre le système d'enseignement à la pression directe du système économique.

On en vient ainsi à distinguer un enseignement peu rentable, qui fonctionne comme une sorte de sécurité sociale et que l'on confie à l'Etat, et un enseignement plus rentable dont le capitalisme entend prendre le contrôle (par le biais des structures "Faure", par le financement indirect, par la garantie des débouchés, etc ...) ; mais sur cette dernière base, tend à se reconstituer un enseignement technique spécifique, avec ses prolongements "supérieurs" (cf. les baccalauréats de techniciens, les INSA, ENSI, etc ...) tandis que l'on maintient les Grandes Ecoles et que l'on s'assure le contrôle des facultés de Médecine et de Sciences par le jeu de la sélection (la même opération sera tentée à l'égard des sciences économiques, que l'on veut distinguer des sciences juridiques). On casse les facultés traditionnelles au nom de la pluri-disciplinarité et l'on reconstruit des U E R ultra-spécialisées. Pendant ce temps, l'Etat s'efforce de "rentabiliser" l'enseignement qui lui est confié plus spécifiquement, c'est-à-dire de limiter les coûts et de s'en tenir à ses strictes obligations : d'où la mise en cause de l'école maternelle, le refus de toute évolution dans la formation des maîtres, le maintien de l'enseignement privé, la limitation des moyens d'enseignement, l'augmentation des droits d'internat et d'inscription, la réforme des oeuvres universitaires (auxquelles on s'efforce d'intéresser le "privé").

L'Etat retrouve ainsi une fonction plus directement politique : l'administration de l'enseignement et le maintien de l'ordre. Dans son discours de la mi-décembre, Pompidou a fourni la totalité de sa politique à l'égard de l'enseignement, la remise au travail, sans remettre en cause ce travail lui-même car il faudrait remettre en cause ou simplement dévoiler l'usage que le capitalisme fait aujourd'hui du système d'enseignement. Ainsi la répression devient-elle pour le pouvoir une nécessité politique immédiate : il s'agit à nouveau d'isoler les "gauchistes" et de recréer à l'intérieur de l'Université un "consensus" capable d'effacer les conséquences du mouvement de Mai.

Il est curieux de voir que le Parti Communiste le rejoint dans la même tactique. Certains s'interrogent sur le point de savoir qui en tire le plus grand bénéfice ; il est possible qu'à court terme, les communistes assurent ainsi leur hégémonie sur l'institution syndicale, mais, à plus long terme, le pouvoir paraît bien gagnant : en cas de danger, l'anticommunisme suffira à ameuter les foules. Les attaques de Guichard contre les communistes visaient à ne pas laisser le PC tirer trop de bénéfices de sa tactique. Celle-ci n'en apparaît que plus dangereuse et illusoire.

IV.- La nécessité d'une stratégie universitaire pour le combat socialiste

En réalité, l'Université n'est pas une institution neutre qu'il s'agit de protéger ; c'est un terrain de lutte dont l'importance est liée aux conditions générales de la lutte des classes telle qu'elle se manifeste dans une société industriellement développée. Se refuser à la lutte sur ce terrain, c'est faciliter le contrôle de la bourgeoisie sur les structures de formation et les mécanismes culturels auxquels sont soumis les travailleurs. Livrer à l'Université un combat socialiste, c'est

- correspondre à l'importance sociale du système d'enseignement
- utiliser les contradictions qui minent encore ce système
- mettre en oeuvre des formes de lutte capables d'accroître la prise de conscience des travailleurs : c'est le cas en particulier des luttes anti-impérialistes.
- révéler les formes actuelles de la lutte des classes ou ouvrir de nouvelles perspectives à la lutte des travailleurs.

Le PSU doit proposer pour ce combat une stratégie efficace ; il la mettra en oeuvre à travers ses forces militantes, mais il doit aussi la proposer clairement et publiquement à tous ceux qui se reconnaissent dans ce courant socialiste, au milieu duquel, depuis le Congrès de Dijon, le PSU a décidé d'inscrire son action.

Il faut d'abord dénoncer les fausses stratégies :

1. La défense de l'université libérale et traditionnelle

On peut admirer les traditions, si on aime le folklore ou si l'on est historien ; on ne peut s'en contenter lorsque le contexte qui leur donnait vie a changé. On peut regretter le temps passé ; on ne le refait pas ; si l'on veut véritablement lutter contre la bourgeoisie, on ne rejoint pas les " émigrés ", on lutte contre elle avec les armes d'aujourd'hui.

2. Le refus du critère de la lutte des classes à l'université

C'est l'attitude de l'AJS (ou FUO ou AER) et de quelques groupes maoïstes. La lutte des classes ne s'exprime clairement que sur le terrain de la production, dans les usines. Il faut rejoindre la classe ouvrière et se contenter à l'Université de combats mobilisateurs capables de rendre le régime plus fragile face à l'attaque ouvrière. Deux thèmes répondent le mieux à cet effort de mobilisation : celui de la répression et celui des débouchés ou des conditions de vie des lycéens, étudiants ou enseignants. On luttera pour le maintien de la seconde dans les écoles normales comme pour l'augmentation des bourses ou le calcul des moyennes au baccalauréat. Toute autre revendication est marquée du péché d'intégration et distraite du soutien au combat ouvrier. Les "réformistes" sont plus dangereux que les adversaires de classe.

Ne nous y trompons pas. C'est au départ l'attitude du P.C. Seul compte le combat de la classe ouvrière, c'est-à-dire le succès de son parti. Face au camp gaulliste, il faut étendre le camp communiste. On cherchera donc à occuper les structures et les institutions : les organisations de masse et les organes de participation. A peine une institution est-elle éclosée qu'il convient de l'occuper et de la contrôler, dans un rapport dialectique avec le pouvoir bien entendu. Comme précédemment, les revendications matérielles sont à l'honneur : elles sont les mieux à même d'unifier la

masse derrière les mots d'ordre du Parti. La participation sera pour le PC ce que la répression est pour l'AJS : une façon de se mesurer au pouvoir, en bon ordre, de la base jusqu'au sommet, en attendant que le pouvoir s'écroule sous le coup de l'union des forces ouvrières et démocratiques lors des prochaines élections.

Pour notre part, nous ne pouvons céder à ce jeu truqué qui n'amuse plus grand monde au demeurant.

3. La réduction de la stratégie à la tactique

C'est le choix de la Ligue Communiste. La stratégie, c'est la construction du parti révolutionnaire, sur des bases de classe. Il faut créer des instruments capables de servir à la formation du parti révolutionnaire, puis à son action. Il faut occuper le terrain : sous la forme de réduits révolutionnaires (université rouge) en période de reflux ; sous celle de comités de lutte, quand on veut reprendre l'initiative

Après l'époque ambiguë des "comités d'action" que l'on s'efforce de contrôler, on en vient à un choix plus clair : celui de Thorez dans les années 30. Il faut refaire un parti communiste révolutionnaire, à la gauche d'un PC qui se confond avec la social-démocratie de jadis.

Cette analyse nous paraît simpliste. Sans doute est-il curieux de voir une "avant-garde" revenir à une tactique vieille de trente ans. Mais surtout, elle fait bon marché de la réalité : on ne peut se contenter d'une simple analyse des forces politiques. Il faut regarder de plus près les réalités de classe dans notre société : le PC apparaîtra moins social-démocrate et le PSU commencera à prendre une existence réelle (puisque la Ligue Communiste semble en douter, si l'on en croit "le deuxième souffle", dont les auteurs ne citent pas une seule fois le nom du PSU ou des ESU !).

4. La destruction de l'Université

C'est le mot d'ordre des anarchistes et des courants maoïstes spontanéistes. On sait qu'ils se bornent en réalité à des actions, "sauvages" dans la tradition "situationniste" (la conscience naît de la provocation) et surtout à des proclamations verbales où la dénonciation sera tout à la fois globale, unificatrice, "grossière", dans tous les sens de ce mot. Contrairement à ce que le pouvoir et le PC veulent faire croire, l'idée de destruction reste plus une idée qu'une volonté. Néanmoins, elle suffit à animer des comportements velléitaires et finalement assez adolescents qui peuvent mettre des militants révolutionnaires dans des situations fort difficiles. C'est en ce sens que de tels comportements font le jeu des gaullistes comme des communistes.

Ce mot d'ordre lui-même est un non-sens quand il ne reçoit pas le soutien ouvrier. Il ne traduit plus qu'une attitude nihiliste de jeunes bourgeois dans une impasse politique et idéologique. Finalement, il risque de donner des armes à la bourgeoisie, en justifiant la répression aux yeux de nombreux travailleurs qui n'ont pas encore compris la transformation subie par l'Université, ou en facilitant la mise en place de réformes néo-capitalistes qui pourront se couvrir du prétexte de l'efficacité, face au "malaise". Pour notre part, nous pensons qu'il n'y aura pas de véritable changement social sans révolution culturelle, mais nous ne pensons pas que celle-ci puisse précéder la véritable révolution, celle de la prise du pouvoir, et encore moins en tenir lieu.

V.- Propositions stratégiques.

La seule façon de ne pas céder à une stratégie que l'on juge fausse, c'est de s'en tenir, disait Monsieur de Lapalisse, à celle que l'on juge vraie. Cette vérité ne saurait être absolue ; elle dépend en effet des conditions historiques dans lesquelles nous nous trouvons. Mais elle ne saurait se confondre avec une simple tactique liée au moment présent, elle doit engager l'ensemble de nos actions sur une période suivie.

En fonction des analyses présentées par nos thèses (la crise du capitalisme européen, la montée de nouvelles forces révolutionnaires dans le contexte de la lutte des classes propre à notre pays, la prise de conscience qui s'effectue aujourd'hui parmi les travailleurs au-delà des formes traditionnelles de la "gauche"), notre stratégie à l'université sera une stratégie offensive.

Elle sera fondée sur une ligne de masse ; nous nous refusons à constituer dans l'université une avant-garde qui camperait sur ses positions en attendant que les batailles ouvrières débouchent dans la plaine. Notre action militante s'effectuera donc au sein de la masse des lycéens, des étudiants, des enseignants, des parents d'élèves : dans les organisations de masse portant où cela sera utile et possible, sous des formes spécifiques quand ces organisations seront en fait coupées des masses réelles.

Elle sera rapportée clairement et constamment à un choix de classe : nous refusons de nous en tenir à quelque populisme qui ferait confiance aux vertus spontanées des masses rendues à elles-mêmes. Dans notre société, l'aliénation a pu prendre des formes nouvelles, elle n'a pas disparu. Le seul moyen de ne pas céder au spontanéisme ou à la bureaucratie (autre forme de rapport aux masses), c'est de créer les conditions d'une prise de conscience sur des bases sociales réelles. Ces bases existent aujourd'hui dans l'université en raison même des contradictions où l'a entraînée la pression capitaliste. Dans une université de masse, il existe aujourd'hui des bases objectives à une alliance durable avec le prolétariat en lutte. Il est de notre devoir de révéler ces bases et de les consolider, comme de lutter pied à pied contre les offensives de la bourgeoisie. Sans doute, ces bases ne sauraient avoir un caractère institutionnel. Elles sont des axes de lutte, et non des structures.

En effet, nous avons appris que l'Etat n'était pas plus neutre que l'enseignement qu'il contribue à diffuser. Il exprime la forme politique des rapports de classe dans notre société, comme l'enseignement véhicule tout naturellement l'idéologie dominante. L'Université, dans notre pays, est une institution d'état ; nous ne saurions donc nous faire des illusions sur son autonomie. C'est ce qui vicie toute forme de "participation" , tant que la nature de l'Etat n'a pas été réellement remise en cause. Notre refus de toute intégration, comme du partage des responsabilités administratives doit être un axe stratégique fondamental pour tous nos militants lycéens, étudiants, enseignants. Sans doute convient-il de ne pas faire la part trop belle à une idée de "participation" dont il ne reste plus que des lambeaux dans l'Université.

Néanmoins, nous devons lutter fermement contre l'idéologie "participationniste" qui subsiste dans certains milieux de gauche : la co-gestion ou toute autre forme de "participation" n'a aucun sens quand il y a un partenaire qui a le droit de décider et que l'autre n'a que le droit de contester. Cette attitude ne préjuge en rien des choix tactiques qu'il convient de faire au moment des élections dans les établissements ou les UER ; en tel lieu, à tel moment, en fonction du rapport de forces, le boycott peut s'avérer la meilleure solution ; dans d'autres circonstances, la présentation de candidatures sans équivoque (dans une volonté de représentation et non de participation) peut s'avérer utile ; il faudra alors savoir se retirer quand les équivoques deviendront trop grandes ou exprimer une rupture suffisamment nette à l'égard des autorités centrales ou de leurs représentants (non en paroles, comme l'ont fait naguère divers conseils de gestion dans les facultés, à propos des droits d'inscription ou des moyens d'enseignement, mais dans les faits).

L'explication politique et l'action de masse doivent s'unir, en fonction de notre stratégie, autour des axes de lutte fondamentaux dont nous parlions. A tout moment doivent apparaître les trois caractères essentiels de nos luttes :

- elles sont anti-capitalistes et expriment un choix de classe
- elles sont socialistes ; elles préparent dès aujourd'hui les formes et le contenu d'un enseignement capable de servir à une transition vers le socialisme –
- elles sont anti-impérialistes ; elles rejoignent le combat des peuples opprimés contre le capitalisme international et les régimes qu'il soutient.

C'est sur cette base que doit s'exprimer à l'université, le "courant socialiste" que veut réaliser le PSU. Pour le Parti, cette perspective implique :

- la prise en charge de l'ensemble du système de formation par ceux qu'il concerne : ceux qui s'y trouvent pour étudier ou par profession, mais aussi les travailleurs eux-mêmes, non plus seulement comme parents d'élèves mais en tant que travailleurs. C'est dans cet esprit qu'il convient de créer les bases du secteur "enseignement" du parti.
- la liaison de la stratégie universitaire avec la politique d'ensemble du parti, comme en témoignent les débats de nos instances nationales (DPN, Conseil National)
- le développement des groupes lycéens, étudiants, enseignants comme des groupes d'établissement ou de secteur (avec les travailleurs manuels ou administratifs) en rapport avec le secteur "enseignement" local ou fédéral aussi bien qu'avec le collectif ou la direction nationale qui leur correspond.
- l'application tactique de sa stratégie universitaire, en fonction de la situation présente.

VI.- Conséquences tactiques

Trois orientations peuvent guider cette application tactique générale :

1.- une affirmation militante sur des choix politiques clairs

Quatre thèmes centraux devraient marquer le travail des groupes et commissions "enseignement" aussi bien que les prochaines assises nationales

de Mai 70 sur l'enseignement

- un thème idéologique : dénoncer la fausse neutralité de l'enseignement
- un thème "économique" : révéler l'asservissement actuel du système d'enseignement au profit des intérêts capitalistes
- un thème politique : poser le problème du contrôle sur l'enseignement, en fonction de l'axe stratégique fondamental du contrôle ouvrier
- un thème stratégique : rechercher l'application à l'Université des orientations du parti sur la liaison entre l'action politique et l'action syndicale et les rapports entre partis et organisations de masse.

Ces différents thèmes doivent permettre d'unir les trois caractères énoncés plus haut pour l'ensemble de nos luttes anti-capitalistes, socialistes, anti-impérialistes.

2.- la réalisation effective du double engagement.

Chaque militant doit agir activement dans l'organisation de masse correspondant à son secteur.

Cette exigence doit amener les militants enseignants à travailler efficacement à la rénovation du syndicalisme enseignant, les militants parents d'élèves à prendre des responsabilités dans leurs associations, les militants étudiants à participer énergiquement à la reconstruction de l'UNEF, sur de nouvelles bases, les militants lycéens à trouver leurs formes propres d'organisation.

Ils s'efforceront, en fonction des conditions propres à leur secteur, de développer un large courant anti-capitaliste et anti-impérialiste, conscient de ses choix, à l'intérieur duquel s'inscrira leur action. Ils se refuseront à des pratiques bureaucratiques qui dénaturent le socialisme et chercheront constamment à maintenir le débat ouvert à l'intérieur du courant : le meilleur gage en sera leur propre capacité à débattre et à accepter la discipline issue de ce débat, de la même façon qu'ils acceptent la discipline de leur parti.

Ils s'opposeront fermement et publiquement aux tenants des fausses stratégies à l'intérieur même des organisations de masse. Ils sauront distinguer de ceux-ci les adversaires de classe qui servent le pouvoir et la politique de la bourgeoisie et ils se refuseront tout aussi bien à faire le jeu du pouvoir qu'à céder au chantage à l'unité ou au silence qui fait le jeu de ceux qui se trompent et risquent d'égarer gravement les travailleurs ou de ceux qui persistent à confondre la victoire du socialisme et le succès de leur propre parti.

Ils s'efforceront de faire admettre dans l'organisation de masse le choix d'axes de lutte réalistes, correspondant aux vrais enjeux et aux ruptures nécessaires. Ces luttes doivent mettre en cause effectivement le système actuel et peser efficacement sur le rapport de forces, en liaison avec les luttes ouvrières, pour créer - à la base comme au sommet - les conditions d'un changement politique radical dans le cadre d'un nouveau régime.

3. Dégager des axes de lutte correspondant aux conditions actuelles de la lutte des classes

La politique de la bourgeoisie à l'égard de l'enseignement s'appuie principalement sur deux axes :

- la sélection, brutale ou progressive
- la pression idéologique qui s'exprime dans l'organisation de l'enseignement, les rapports internes et le contenu de l'enseignement.

Il convient donc de s'opposer directement à ces deux aspects d'une même politique. Mais il est nécessaire de développer l'action sur les formes que peut prendre aujourd'hui cette politique, aussi bien que sur les contradictions que la transformation de l'université produit actuellement :

- l'effort de rentabilisation de l'université
- la culture scolaire aussi bien que sa contestation "moderniste" qui dénaturent la réalité au profit des intérêts de caste ou de classe
- la restructuration de l'université, particulièrement au niveau secondaire et supérieur
- le rapport à l'emploi, en termes de qualification comme de garanties, pour l'immédiat et pour l'avenir
- le rapport à la recherche dans le domaine pédagogique comme dans le domaine scientifique
- la formation des enseignants, dont on maintient arbitrairement la division, pour des raisons politiques et financières
- l'intégration dans un système de formation américano-européen qui fait peser sur l'université tout le poids et toutes les contraintes du capitalisme international et de l'impérialisme américain qui en assure les bases.

Nous devons enfin rassembler toutes nos forces contre la répression qui est en train de s'abattre sur les militants révolutionnaires et sur tous ceux qui refusent de se ranger à la politique d'un pouvoir bourgeois.

R. Chapuis.
